

CONGRÈS SYNDICAUX ET UNITÉ D'ACTION...

Dans la fièvre des débats de congrès syndicaux, les «mots d'ordre», les «tactiques» pour la campagne d'octobre se définissent. Après le congrès de Force Ouvrière qui marqua la virilisation de cette centrale, celui de la C.G.T. était très attendu. Non parce qu'on espérait que la «tendance» Lebrun y triomphât, mais pour saisir par le biais du compromis tactique sur leur texte, les intentions réelles des dirigeants de la rue La Fayette.

Ce n'est un secret pour personne, y compris ses propres militants, que l'orientation de la C.G.T. préfigure celle du P.C.F., adaptée, assouplie, pour combler une base qui n'est pas monolithique, et pour permettre le contact avec les autres centrales, qu'un programme trop politiquement sectaire maintiendrait dans un isolement réciproque.

Si donc, les motions, adoptées à la majorité écrasante, si ce n'est à l'unanimité, témoignent d'une bonne volonté conciliante, c'est que le Parti Communiste entend concentrer son action, pour la formation d'un Front Populaire, qui lui permettrait de recouvrer le lustre des premières années d'après guerre. Du point de vue politique, c'est la seule position susceptible de redonner aux «organisations de masse» du Parti, les effectifs et l'influence qu'elles connurent.

En effet, bien que les élections municipales ou syndicales, aient marqué un net avantage des mouvements influencés par le communisme, les «organisations de masse» se sont vidées de leurs effectifs, à telle enseigne que les «Combattants de la Paix» et les «Jeunesses Communistes» n'existent plus pratiquement que par leur comité directeur. Parallèlement, l'importance numérique de la C.G.T. s'est singulièrement amoindrie. Si bien qu'elle ne peut à elle seule, sur ses seuls mots d'ordre, avec ses seules forces, déclencher une grève qui ait quelques chances de succès.

On a pu constater que dans la préparation de la grève des cheminots, la responsabilité morale du comité d'action était confiée à un militant F.O. (Laurent) et l'intervention des dirigeants cégétistes était extrêmement modérée. Ces deux faits sont l'indice d'une démocratisation temporaire nécessitée par l'espérance de mouvements unitaires plus vastes placés dans le cadre d'une résurgence de Front Populaire à caractère politique. Indice confirmé par les textes sur l'unité d'action du 32ème Congrès où il est dit à l'adresse de F.O.: «...Nous vous renouvelons nos propositions pour une rencontre de nos représentants, étant à votre disposition pour en fixer avec vous la date et le lieu... Nous vous rappelons également nos propositions antérieures, relatives au problème plus vaste de l'unification syndicale. Nous continuons de penser que celle-ci demeure indispensable pour donner au syndicalisme une puissance à sa mesure...». En bref, l'unification organique des deux grandes centrales syndicales préfigurait l'union des socialistes, radicaux-mendésistes et communistes au sein d'un Front Populaire.

Il est douteux que F.O., qui connaît ces derniers temps une période d'intense activité, malgré le discrédit qui pesait sur ses responsables, se laisse prendre au piège de l'unification des états-majors.

L'unité à la base ou par branches corporatives paraît plus fructueuse et sans risque de politisation.

C'est aussi la méthode que le congrès de la C.F.T.C. a proposée aux militants réunis à Issy-les-

Moulineaux. Si la direction a été battue sur les plates-formes «politiques», notamment sur la question algérienne où la motion qu'elle inspirait ne recueillit que 2.129 mandats contre 9.918 pour la paix négociée, elle a conservé le contrôle des fédérations sur le chapitre de l'unité d'action.

Néanmoins, de toutes parts, à F.O., à la C.G.T. et à la C.F.T.C., la volonté exprimée de ne pas associer les travailleurs à la politique économique et sociale du gouvernement de De Gaulle laisse prévoir de vastes mouvements revendicatifs pour les mois à venir.

Si ces mouvements sont suffisamment dépolitisés (au sens de politique partisane), si les revendications formulées posent en principes la structuration fédéraliste de la société et le rôle gestionnaire que la classe ouvrière est prête à assumer, si enfin est réalisée l'unité à la base des travailleurs, il y aura beaucoup à en espérer.

Michel PENTHIE.
